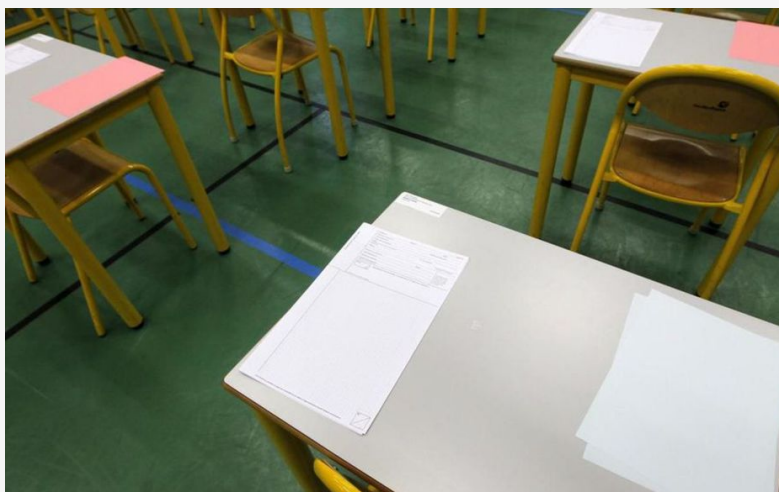




Oral du bac français : les syndicats sont tous opposés au maintien de l'épreuve

Société

Les élèves de première devront-ils passer leur oral de français ? C'est l'une des annonces que doit faire jeudi le gouvernement. Les syndicats enseignants demandent unanimement l'annulation de l'épreuve.



Par Christel Brigaudeau Le 27 mai 2020 à 15h50

L'inconnue est de taille pour les quelque 500 000 lycéens de première concernés par les épreuves anticipées du bac : l'oral de français sera-t-il maintenu ? Cette épreuve est pour l'heure la seule du baccalauréat à avoir été conservée par le ministre de l'Éducation nationale, alors que toutes les autres ont été déprogrammées, et remplacées par le contrôle continu à la suite de l'épidémie de Covid-19.

L'oral de français pourrait-il finalement connaître le même sort, à la faveur des annonces du gouvernement attendues ce jeudi 28 mai sur la deuxième phase du déconfinement ? « C'est fort probable », glisse-t-on parmi les responsables syndicaux enseignants, qui ce mercredi matin, étaient tous convoqués pour un ultime télé-tour de table sur le sujet, rue de Grenelle. À l'unanimité – fait rare – l'ensemble des syndicats ont fait feu sur l'épreuve, demandant son annulation.

Un risque de rupture d'égalité entre établissements

« Les élèves n'y ont été que très peu préparés, parce que ses modalités ont changé cette année dans le cadre de la réforme du bac, explique Virginie, professeure de lettres dans l'académie de Nice. Si l'oral était maintenu, on serait contraints de noter les candidats très, très généreusement, afin de compenser ce manque de préparation... Je

ne vois pas très bien à quoi cela rime. »

D'autres s'interrogent sur une possible rupture d'égalité entre les élèves des lycées en zones vertes, qui pourraient bénéficier d'une préparation et d'oraux blancs avec leurs professeurs, et ceux des zones rouges (dont l'Ile-de-France et le Grand Est notamment, mais le classement peut évoluer ce jeudi) qui en seraient privés. Sur le site change.org, une pétition pour l'abandon de l'oral affichait ce mercredi à la mi-journée plus de 93 000 signatures.

[VOIR LES COMMENTAIRES](#)